

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

20 FÉVRIER 2013

**Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne le congé de deuil, l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure, pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles**

(Déposée par Mme Nele Lijnen)

## DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 18 février 2010 (doc. Sénat, n° 4-1665/1 - 2009/2010).

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002, tous les pères ont droit à dix jours de congé de paternité à la naissance de leur enfant. La longueur de ce congé pour un « heureux événement » contraste de manière criante avec celle du congé qui est accordé en cas de décès d'un proche parent.

En vertu de la réglementation actuelle, le travailleur a droit à trois jours de congé en cas de décès de son conjoint, de la personne avec qui il cohabite légalement et de certains membres de sa famille. En outre, ces jours doivent être pris dans la période comprise entre le jour du décès et le jour des funérailles.

En tout cas, le travailleur n'a guère le temps de se remettre du décès au cours de cette période: il est totalement absorbé par les formalités pratiques qu'im-

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

20 FEBRUARI 2013

**Wetsvoorstel tot wijziging — wat het rouwverlof betreft — van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normale loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten**

(Ingediend door mevrouw Nele Lijnen)

## TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 18 februari 2010 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-1665/1 - 2009/2010).

Sinds 1 juli 2002 hebben alle vaders recht op tien dagen vaderschapsverlof bij de geboorte van hun kind. Dat ruime verlof voor een blijde gebeurtenis staat in schril contrast met de verlofregeling bij het overlijden van een nabij familielid.

Volgens de huidige regeling heeft de werknemer bij het overlijden van zijn echtgeno(o)t(e), de persoon waarmee hij wettelijk samenwoont of van sommige familieleden recht op drie vrije dagen. Die drie dagen moeten daarenboven worden opgenomen in de periode die begint op de dag van het overlijden en eindigt met de dag van de begrafenis.

In die periode is er sowieso niet veel tijd voor de verwerking van het overlijden: ze wordt volledig ingenomen door de praktische beslommingen die de

pliquent les funérailles. Le véritable travail de deuil ne commence généralement qu'après celles-ci. C'est pourquoi la plupart des personnes confrontées à un tel deuil sont contraintes de recourir à un congé de maladie, voire de puiser dans leurs jours de congé normaux.

Les personnes qui viennent de perdre un parent proche n'arrivent souvent pas à reprendre immédiatement un rythme de travail normal et c'est d'ailleurs compréhensible. Lorsque l'on est confronté au décès d'un proche, il faut du temps pour faire son deuil, pour apprendre à vivre avec son chagrin et aussi pouvoir démêler les sentiments confus que l'on éprouve, comme le sentiment de culpabilité, l'anxiété et l'agressivité. Le deuil est aussi souvent une cause d'insomnie et, par voie de conséquence, d'épuisement physique.

Les personnes en question sont obligées de reprendre immédiatement le travail et n'ont donc pas le temps d'accomplir le travail de deuil normal et nécessaire pour pouvoir mettre de l'ordre dans leurs sentiments. En d'autres mots, ce travail de deuil est reporté à plus tard et se traduit alors souvent par des aspects pathologiques. Il peut en résulter à terme un état de désarroi émotionnel et de dépression qui conduira fatalement à un allongement de l'absence pour cause de maladie ou à une inefficacité dans le cadre professionnel.

Le poids des éléments cités ci-dessus est d'autant plus grand que la personne décédée était plus proche. En effet, la législation actuelle ne fait aucune distinction entre le décès d'un père ou d'une mère âgés, d'une part, et le décès d'un conjoint ou d'un enfant mineur, d'autre part. Or, il va de soi qu'en cas de décès de ces derniers, la souffrance et, par conséquent, la confusion et la difficulté du travail de deuil sont bien plus grandes.

Il ressort d'une enquête effectuée aux Pays-Bas que la durée de l'absence augmente avec le degré de parenté. L'absence du travailleur qui a perdu son conjoint ou un enfant sera de plus d'un mois dans la moitié des cas.

La présente proposition est limitée aux cas des personnes qui perdent un conjoint ou un enfant cohabitant. Dans pareils cas, la réglementation actuelle ne prévoit que trois jours de congé. Nous savons maintenant que c'est tout à fait insuffisant, puisqu'une majorité de ces personnes doivent prendre des congés de maladie ou des congés ordinaires. D'un point de vue social, il est injuste d'infliger à des personnes qui viennent de subir un grand malheur une deuxième épreuve en les obligeant à consulter un médecin pour demander un congé. Dans une société qui s'intéresse de plus en plus à la qualité de la vie, il faut oser rompre avec cette logique désuète.

begrafenis meebrengt. Het eigenlijke rouwproces begint meestal na de begrafenis. Daarom moeten de meeste mensen in die situatie noodgedwongen hun toevlucht nemen tot ziekteverlof of zelfs hun vrije dagen opnemen.

Het is immers begrijpelijk dat men bij het verlies van naaste verwanten meestal niet onmiddellijk kan terugkeren in het normale werkritme. Wie geconfronteerd wordt met het overlijden van een familielid moet de tijd kunnen nemen om te rouwen, om te leren omgaan met zijn droefheid en ook klaarheid kunnen scheppen in het mengsel van verwarrende gevoelens zoals schuldvraag, angst en agressie. Rouw leidt ook vaak tot slapeloosheid met lichamelijke uitputting tot gevolg.

Als men verplicht wordt onmiddellijk terug aan het werk te gaan, krijgt men niet de tijd voor een normaal verwerkingsproces om al die gevoelens te ordenen. Het rouwproces zal met andere woorden uitgesteld worden en vaak pathologisch verlopen. Dat kan dan op termijn tot emotionele ontredde en depressie uitlopen, wat onvermijdelijk zal resulteren in nog langer ziekteverlet of inefficiënt functioneren in de werkomgeving.

Al de aangehaalde elementen gelden nog meer indien de verwantschap met de overledene nauwer is. De huidige wetgeving maakt immers geen onderscheid tussen het overlijden van een bejaarde vader of moeder, enerzijds, en het overlijden van de partner of een minderjarig kind, anderzijds. Het is evident dat vooral in die laatste situaties het lijden veel groter is en bijgevolg ook de verwarring en de intensiteit van het rouwproces.

Uit onderzoek in Nederland blijkt dat de duur van de afwezigheid toeneemt indien de verwantschap zeer hecht is. In de gevallen waarin een werknemer een partner of een kind verliest zal de afwezigheid in de helft van de gevallen meer dan een maand bedragen.

Dit voorstel is beperkt tot situaties waar personen een partner of een inwonend kind verliezen. De huidige regeling voorziet in slechts drie dagen verlof. Dat is volstrekt ontoereikend, nu we weten dat een grote meerderheid van die mensen in ziekteverlof terechtkomt of vrije dagen moet opnemen. Vanuit maatschappelijk oogpunt is het onrechtvaardig om mensen die reeds een ernstige tegenslag in hun leven ondergaan, nog een tweede maal te beproeven door te verplichten een arts te raadplegen om verlof te vragen. In een samenleving waarin we steeds meer aandacht schenken aan de kwaliteit van het leven, moeten we ook die wat ouderwetse logica durven doorbreken.

Dès lors que l'on sait, du point de vue médical, qu'il est indispensable de donner suffisamment de temps aux gens pour qu'ils puissent accomplir un travail de deuil naturel et normal, il est logique de vouloir allonger le congé de deuil. L'on évitera également ainsi que les personnes endeuillées doivent recourir à des solutions impropres, telles que le congé de maladie. L'impact financier sera très limité, étant donné que la mesure ne concerne qu'une partie négligeable des décès, qu'elle se traduit surtout, en l'occurrence, par un glissement de frais (du congé de maladie vers le congé de deuil) et qu'elle permet d'éviter des frais non indispensables, comme ceux d'une consultation médicale.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Article 2, A)

En vertu du point V actuel de l'article 2 de l'arrêté royal du 28 août 1963, les conjoints et les enfants ont droit à trois jours de congé. L'article 2 de la présente proposition soustrait ceux-ci à cette catégorie. Le travailleur conserve son droit à trois jours de congé de deuil en cas de décès de son père, de sa mère, d'un enfant non cohabitant, de son beau-père, du second mari de sa mère, de sa belle-mère ou de la seconde femme de son père.

### Article 2, B)

Les travailleurs qui doivent faire face au décès d'un conjoint, d'un partenaire cohabitant ou d'un enfant cohabitant, que ce soit le leur ou celui du conjoint ou du partenaire avec qui ils cohabitent, bénéficient au total de dix jours de congé de deuil. Cinq de ces jours peuvent être pris à un moment librement choisi dans l'année qui suit le jour du décès. Cette souplesse tire sa justification du constat selon lequel il y a une grande diversité dans les réactions des personnes endeuillées. Certaines ressentent le besoin de prendre les jours de congé de deuil immédiatement après les obsèques, d'autres traversent une période pénible à des moments symboliques ou dans une phase ultérieure de leur travail de deuil. Un enfant cohabitant est un enfant qui est domicilié à la même adresse que ses parents. Un enfant qui occupe une autre résidence pour ses études doit être considéré comme un enfant cohabitant. Dans les cas où les parents sont séparés et où l'enfant habite chez un seul de ses parents, cet article est également d'application à condition que l'enfant soit mineur. Selon les auteurs, c'est l'attachement à l'enfant qui est le plus important dans ces deux cas, à savoir lorsque l'enfant est cohabitant et/ou mineur.

De invoering van een uitgebreider rouwverlof is dan ook het logische gevolg van het medische inzicht dat het noodzakelijk is voldoende tijd uit te trekken om een natuurlijk en normaal rouwproces mogelijk te maken. Het zal ook voorkomen dat rouwenden een beroep moeten doen op afgeleide oplossingen zoals het ziekteverlof. De financiële implicaties zijn zeer beperkt omdat het om zeer klein deel van de overlijdens gaat en daarenboven gaat het hier vooral om een verschuiving van kosten (van ziekteverlof naar rouwverlof) en worden niet noodzakelijke onkosten zoals een doktersbezoek uitgespaard.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

### Artikel 2, A)

In het huidige punt 5 van artikel 2 van koninklijk besluit van 28 augustus 1963, hebben echtgenoten en kinderen recht op drie dagen. Zij worden met dit artikel uit deze categorie gehaald. De werknemer behoudt zijn recht op drie dagen rouwverlof in geval van overlijden van de vader, moeder, een niet-inwonend kind, de schoonvader, stiefvader, schoonmoeder of stiefmoeder van de werknemer.

### Artikel 2, B)

Werknemers die worden geconfronteerd met het overlijden van een echtgenoot of samenwonende partner of van een inwonend kind van zichzelf of van de echtgenoot of partner waar men mee samenwoont, krijgen in totaal tien dagen rouwverlof. Vijf dagen kunnen op een vrij gekozen tijdstip worden opgenomen binnen een jaar na het overlijden. Die soepelheid steunt op de vaststelling dat rouwenden zeer verschillend omgaan met rouw. Sommige mensen hebben de behoefte om de rouwdagen kort na het overlijden op te nemen, anderen hebben het dan weer moeilijker op symbolische dagen of verderop in het rouwproces. Een inwonend kind is een kind dat op dezelfde woonplaats gedomicilieerd is als zijn ouders. Een kind dat voor zijn studies op een andere verblijfplaats verblijft, moet worden beschouwd als een inwonend kind. In de gevallen waarbij de ouders gescheiden zijn en het kind bij een ouder niet inwoont, is dit artikel ook van toepassing voor zover het kind minderjarig is. De indieners vinden de gehechtheid aan een kind het grootst in deze beide gevallen, zijnde inwonend en/of minderjarig.

## Article 3

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté royal en question, en vertu desquelles l'enfant adoptif ou naturel reconnu est assimilé à l'enfant légitime ou légitimé, s'appliquent *mutatis mutandis* au point 5°*bis* en question, qui prévoit l'octroi d'un congé de deuil de dix jours maximum.

\*  
\* \*

### PROPOSITION DE LOI

---

Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service de bâtiments de la navigation intérieure, pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2001, les modifications suivantes sont apportées :

A) la disposition sous 5° est remplacée par ce qui suit :

*Va)* motif de l'absence :

« 5° Décès du père, de la mère, d'un enfant non cohabitant, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère ou de la seconde femme du père du travailleur. »

B) dans le même article, il est inséré un point 5°*bis* rédigé comme suit :

*a)* motif de l'absence :

« *Vbis* Décès du conjoint ou du partenaire cohabitant, d'un enfant cohabitant ou mineur du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant.

*b)* durée de l'absence :

## Artikel 3

De bepalingen in artikel 2 van het desbetreffende koninklijk besluit die aangeven dat een aangenomen kind of natuurlijk erkend kind gelijkgesteld wordt met het wettig of gewettigd kind, zijn van overeenkomstige toepassing op het betreffende punt 5°*bis* dat voorziet in de verlening van het rouwverlof tot tien dagen.

Nele LIJNEN.

\*  
\* \*

### WETSVOORSTEL

---

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normale loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) de bepaling onder 5° wordt vervangen als volgt :

*Va)* reden van de afwezigheid :

« 5° Overlijden van de vader, moeder, een niet-inwonend kind, de schoonvader, stiefvader, schoonmoeder of stiefmoeder van de werknemer. »

B) in hetzelfde artikel wordt de bepaling onder 5°*bis* ingevoegd, luidende :

*a)* reden van de afwezigheid :

« *Vbis* Overlijden van de echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner, van een inwonend of minderjarig kind van de werknemer of van zijn echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner.

*b)* duur van de afwezigheid :

Dix jours, dont cinq à choisir par le travailleur dans la période comprise entre le jour du décès et une semaine après le jour des funérailles, et cinq jours à choisir par le travailleur au cours de l'année qui suit le jour du décès. »

Art. 3

Dans l'article 3 du même arrêté royal, le chiffre « 5<sup>o</sup>bis » est inséré entre le chiffre « 5<sup>o</sup> » et le chiffre « 8<sup>o</sup> ».

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

20 juillet 2010.

Tien dagen waarbij vijf dagen door de werknemer te kiezen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt een week na de dag van de begrafenis en vijf dagen door de werknemer te kiezen binnen het jaar na de dag van het overlijden. »

Art. 3

In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het cijfer « 5<sup>o</sup>bis » ingevoegd tussen het cijfer « 5<sup>o</sup> » en het cijfer « 8<sup>o</sup> ».

Art. 4

Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

20 juli 2010.

Nele LIJNEN.